

OTAN vs UE : n'est pas Mars qui croit

L'Alliance atlantique sort certes renforcée, solidifiée et consolidée par la guerre sur son activité historique : la défense territoriale et militaire des Alliés contre la Russie. Elle apparaît pourtant fragilisée et même en retrait vis-à-vis de l'Union européenne. Une petite révolution dans la compétition larvée qui anime les deux organisations.

Depuis le retrait d'Afghanistan, en août 2021, l'OTAN a renoncé à être le « gendarme du monde » et une organisation multipolaire, comme elle en rêvait dans les années 2000. La fameuse « approche à 360 degrés » rappelée régulièrement, reste théorique. Face aux autres crises dans le monde, par exemple face aux Houthis en mer Rouge, les Américains et Britanniques ont préféré partir seuls. Idem pour les Européens avec l'opération Aspides. En Afrique, malgré quelques tentatives (Tunisie...), l'Alliance reste sur la touche. Le souvenir de l'opération de bombardement en Libye de 2011, initiée par Paris et Londres, est toujours présent. Même pour protéger les pays en bordure de l'Alliance (Moldavie, Géorgie, Arménie), l'OTAN reste aux abonnés absents. C'est l'Union européenne qui a déployé des missions d'observation ou d'assistance à la sécurité et pourvoit aux besoins de défense, des uns et des autres.

Solide dans sa dimension interne militaire, l'Alliance se révèle un colosse aux pieds d'argile, minée par des divisions intérieures. Le blocage assez régulier par la Turquie — sur les plans de l'Alliance, son refus de sanctionner la Russie, sa lenteur à donner son accord à l'adhésion de la Finlande et de la Suède —, ne peut pas être négligé. D'autant qu'Ankara a été rejoint par la Hongrie de Viktor Orbán dans cette dissonance. Le possible retour de Donald Trump à la tête des USA, à partir de janvier 2025, comme le raidissement du camp républicain, serait un coup de tonnerre pour l'Alliance.

De fait, l'Union européenne qui n'a à souffrir ni des réticences turques ni des attermoiements américains, peut agir plus vite, plus fort, plus loin dans le soutien à l'Ukraine, grâce à ses divers instruments : sanctions, financement, protection civile et même opérationnel. Il suffit qu'elle le veuille. C'est paradoxal. Pour reprendre la formule de Kagan, entre Mars et Vénus, la réponse serait sûrement plus nuancée aujourd'hui.